



Invitation

La régulation des sociétés transnationales, vers une responsabilité sociétale ?

Co-organisé par le Cetim, le Transnational Institute et Ritimo dans le cadre de la CoreDEM

Mercredi 6 juillet

11h à 18h30

Maison des associations

-Salle Gandhi-

15 rue des Savoises

1205-Genève

Inscriptions : dph@ritimo.org

+ 33 (0)1 44 64 74 16/ +41 (0)22 731 59 63

La journée

Les sociétés transnationales ont des sphères d'influence qui se sont mondialisées, n'épargnant pas le système des Nations Unies. Le 30 mai 2011, John Ruggie, Représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU pour la question des droits de l'Homme, des sociétés transnationales et autres entreprises, a présenté son rapport final sur l'encadrement multilatéral des activités des entreprises transnationales. La normalisation internationale des activités des sociétés transnationales n'est pas nouvelle mais elle laisse beaucoup d'interrogations.

Face à la mondialisation des échanges de biens et de services, les transnationales utilisent les lacunes juridiques internationales et les législations nationales pour organiser une véritable impunité face à la montée des violations de droits de l'Homme dont elles sont responsables. Alors même que ce sont des acteurs incontournables à tous les niveaux de décisions; national, régional et supra national, nous sommes face à une dérégulation organisée du système économique et financier international par la main mise des propres règles des transnationales afin d'asseoir leur pouvoir et d'assurer leurs profits.

Le cadre multilatéral est un enjeu essentiel de régulation des transnationales. Une série de normes, de lois-cadres existe. Les codes de conduite, le *reporting* social et environnemental et les normes ISO signent le règne de la règle non contraignante à la place d'une responsabilité clairement définie des sociétés transnationales. La dimension court-termiste est de rigueur- comme le démontre l'extraction intensive des ressources naturelle par les transnationales ou la multiplication des moyens pour accroître, en continue leurs profits. On assiste au développement de lois dites douces (soft laws) face à l'urgence de lois dites dures (hard laws).

Fruit d'un travail de six ans, quelle est l'issue du mandat de John Ruggie ? Le Global Compact (Pacte Mondial) peut-il garantir un meilleur respect des droits de l'Homme par les sociétés transnationales ? Comment le cadre multilatéral des Nations Unies peut-il être le garant du respect des droits de l'Homme par les sociétés transnationales ? Comment réintroduire des règles et des politiques cohérentes dans le cadre des Nations Unies, concernant autant les gouvernements du Sud que les gouvernements du Nord ?

Mouvements sociaux, syndicats ONG, juristes déploient des stratégies de résistance, de dénonciation et de plaidoyer contre un système opaque et prédateur. Des outils de contrôle, de prévention et de réparation proposés par les organisations non gouvernementales organisent une vigilance reconnue du système des transnationales. La présence d'un contre pouvoir international croissant est sans conteste. ***L'heure est au décloisonnement des pratiques et des stratégies. Cette rencontre vise à alimenter les stratégies respectives de chaque organisation invitée pour envisager d'éventuels perspectives communes, autour de deux niveaux : lier la régulation des transnationales au niveau international/global et au niveau européen.***

Séminaire sur les entreprises transnationales

Mercredi 6 juillet, Genève

PROGRAMME PROVISOIRE

MATINÉE - LE POUVOIR DES ENTREPRISES TRANSNATIONALES DANS LE CADRE DES NATIONS UNIES

- **Les transnationales au Nations Unies : dimension historique de la régulation**, Melik Özden (Cetim)
- **Lecture critique du rapport de John Ruggie**, Alejandro Teitelbaum, Diplômé en relations économiques internationales, Institut d'Etudes du Développement Economique et Social de l'Université de Paris I, Avocat, Université Nationale de Buenos Aires.
- **Evaluation du Pacte mondial de l'ONU**, Corporate Europe Observatory
- **Réponses politique au rapport Ruggie**, Ana Maria Suarez Franco (FIAN International)
- Modération: Melik Özden (Cetim)

APRÈS-MIDI : PARTAGER LES DÉFIS ET LES STRATÉGIES FACE À L'OMNIPRÉSENCE DU POUVOIR DES TRANSNATIONALES

14h-15h20 : Batailles au sein des cadres légaux

- **Bataille juridique : Propositions pour un nouveau cadre légal international**, Yann Queinnec (Sherpa)
- **Evaluation des accords entre les syndicats internationaux et les sociétés transnationales**, Dwight Justice (ITUC-CSI)
- **Le Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels**, Elin Wrzoncki (FIDH)
- Modération : Francesco Martone, Tribunal permanent des peuples

15h30-16h50 : L'union européenne face à la crise : une solution néolibérale ou l'issu d'un nouveau paradigme ?

- **La réponse européenne à la crise et la stratégie européenne de 2020**, Alexandra Strickner (Attac Autriche)
- **Les leviers d'influence des sociétés transnationales au niveau européen**, Olivier Hoedeman (CEO)
- **Faire face aux crimes économiques et Construire un cadre international contraignant**, Brid Brennan (TNI)
- Modération : Jesus Carreon (ODG Espagne)

17h-18h30 : Vers la construction d'alliances face au pouvoir des transnationales

Brèves introductions de :

- David Boys, Public Services International
- Gonzalo Berron, HSA & Enlazado Alternativas
- Chantal Peyer, Pain Pour le Prochain
- Modération : Firoze Manji, Pambazuka